



Confinement saison 2 et démarches communautaires en santé

par Martine Antoine et Philippe Lefevre
Co-président.es de l'Institut Renaudot

Nous sommes entrés depuis vendredi dernier en re-confinement pour tenter de ralentir la propagation du virus et limiter le risque de saturation des urgences et des lits de réanimation. Dont acte. Mais les chiffres inquiétants qui, chaque jour viennent alimenter toute à la fois les chaînes d'info et nos propres angoisses, ne doivent en aucun cas paralyser nos esprits et faire taire nos interrogations.

S'agissant des masques :

Il n'est qu'à regarder autour de nous, dans les magasins, dans les entreprises qui ne sont pas en télétravail, dans les transports...pour constater que le confinement et le respect des gestes barrière, sont plutôt bien respectés notamment le port du masque.

Mais à nouveau une question essentielle se pose, avec d'autant plus d'acuité que le masque devient obligatoire pour les élèves dès le CP : quel coût pour les familles les plus modestes de cette nouvelle obligation ? Quid de la gratuité ?

Quelle réponse a été donnée par l'Etat aux multiples prises de position de responsables politiques et d'associations (dont l'Institut Renaudot) demandant la gratuité des masques ?

Si le port du masque est une condition sine qua non (et cela l'est) pour éviter la transmission du virus, pourquoi n'est-il pas pris en charge par l'Assurance Maladie au même titre que n'importe quel traitement fût-il préventif ?

La seule réponse apportée a consisté en quelques gestes condescendants pour les plus pauvres, dans un contexte où l'accroissement des inégalités ne cesse d'être démontré et souligné.

Nous réitérons l'appel lancé il y a quelques mois au gouvernement comme aux parlementaires pour que soient inscrits dans la LFSS les crédits nécessaires à ces prises en charge, tout comme le sont les tests de dépistage.

S'agissant de la communication institutionnelle censée d'une part informer l'ensemble des citoyens et d'autre part leur permettre de contribuer positivement à limiter la propagation du virus :

De plus en plus d'interventions ou de messages sont culpabilisants et infantilisants pour les adultes que nous sommes voire stigmatisants à l'égard des jeunes ou des personnes âgées et parfois incompréhensibles du fait de la confusion qui brouille les messages jusqu'à les rendre inaudibles. Alors que le confinement est entré en application, nous voulons réaffirmer que dans ce contexte d'extrême tension sanitaire, il est urgent de mobiliser tous les acteurs qui, en amont du soin, sont à même de contribuer positivement à la limitation des risques de contamination, les professionnels de la prévention et de la promotion de la santé, les collectivités locales, les acteurs associatifs du champ de la solidarité, les citoyens.ne.s engagés dans la vie des quartiers...

Le premier confinement et les semaines qui ont suivi ont montré l'efficacité de ces mobilisations et la pertinence des démarches communautaires en santé, là où elles ont été mises en pratique dans cette période. Cette mobilisation est tout à la fois un gage d'efficacité, de réduction des inégalités. Elle est aussi un rempart contre un discours qui ne renvoie qu'aux seules responsabilités et comportements individuels.

L'urgence de la situation sanitaire actuelle invite à ne pas attendre les conclusions d'un futur Ségur de la Santé Publique prévu au printemps prochain. C'est dès aujourd'hui qu'il faut donner une impulsion forte dans ce sens. Nous sommes prêts à y contribuer.